

CE MONDE QUI BOUGE

L'islamisme revisité ou le brouillage des repères

On nage en pleine confusion. L'heure est au brouillage des repères. Depuis l'arrivée au pouvoir de partis islamistes en Tunisie, en Égypte, au Maroc et la montée du salafisme dans ces pays et ailleurs dans le monde arabe et musulman, les commentaires et analyses savantes dans les médias occidentaux ne manquent pas. Sous



Par Hassane Zerrouky

la plume de plusieurs spécialistes du fait islamique ou qui se prétendent tels, l'exercice, qui n'est pas si intéressant qu'on le pense, vise à permettre aux lecteurs occidentaux, voire arabes ou maghrébins, de voir clair et de leur montrer qu'il n'y a pas «un islamisme» mais «des islamismes». Et partant, à légitimer a posteriori le soutien apporté par les capitales occidentales à ces forces se réclamant de l'islamisme, aujourd'hui au pouvoir ou en voie d'y postuler, qui se seraient converties aux idéaux démocratiques, après s'être longtemps donné pour but l'établissement d'un Etat islamique. En lisant, on découvre ébahis, qu'entre les islamistes ayant choisi le combat politique et ceux prônant la violence, il existe tout un éventail de forces se référant à l'islamisme acceptant de jouer le jeu politique. Il y aurait des différences entre salafistes djihadistes et djihadistes islamistes, entre ceux qui acceptent de s'allier aux partis non islamistes et ceux qui préfèrent faire cavalier seul. Le fait, par exemple, que des partis salafistes, comme Al-Nour en Égypte, acceptent de passer des compromis avec des partis laïques ou supposés être tels, serait une indication d'une évolution politique majeure au sein de cette mouvance. Plus encore, lit-on dans des revues sérieuses, les djihadistes ne sont pas forcément des salafistes et inversement ! Pourtant, ce qui se passe en Syrie devrait inciter ces spécialistes à la prudence. Dans ce pays, il n'existe pas moins de trois grandes forces djihadistes que les médias occidentaux et même arabes tentent désespérément de distinguer. Le Front Nosra, qui a fait allégeance à Al Qaïda, serait isolé et donc forcément pas représentatif. Il est concurrencé par le Front islamique syrien, coalition de six groupes salafistes dont Ahrar Cham, qui accepterait de s'allier aux laïcs. Enfin, il y a le Front islamique de libération de la Syrie (comprendant Liwa Tawhid et les brigades Al Farouq qui combattent sous l'aile de l'ALS), proche des Frères musulmans, qui accepterait le jeu démocratique ! Le hic est que toutes ces forces ont en commun l'établissement d'un Etat basé sur la Charia. Ce qui les différencie, c'est le moyen d'y parvenir. Une certitude : pour nous qui pensions tout savoir sur les islamistes toutes tendances confondues pour les avoir côtoyés et combattus à l'université ou dans la presse, depuis les années 1980, nous avons l'impression d'assister au «remake» d'un film déjà projeté. Pour s'en convaincre, il suffit de se replonger dans la foison d'écrits, d'analyses et de livres publiés sur l'islamisme dans les années 1980 et 1990 sous la plume d'auteurs connus.

Que des forces islamistes se disputent le monopole du religieux, qu'elles se livrent, via les réseaux sociaux, les médias écrits et audiovisuels, les prêches, les fatwas et autres savants écrits religieux, à une compétition entre elles, ne signifie rien de moins qu'elles participent, chacune en ce qui la concerne, d'un même objectif : l'établissement d'un Etat religieux basé sur la Charia ! Et en acceptant, en théorie, le pluralisme politique et démocratique, cela ne signifie pas non plus qu'elles ont renoncé à leur raison d'être, à savoir être des partis porteurs d'une stratégie où la religion est le fondement de l'action politique et sociale. En outre, on a beau chercher, aucun parti islamiste, même le plus «modéré» si tant est qu'il en existe, n'est prêt à prendre ses distances avec la vision religieuse de la société, à déclarer publiquement qu'il est impossible de transposer dans la société d'aujourd'hui, parce que plus éduquée, plus instruite, un projet politique fondé sur des préceptes politico-législatifs datant du 9^e siècle, sans doute valable pour les sociétés bédouines de l'époque.

Et puisqu'on y est, disons-le nettement, ce n'est pas en faisant dans le déni identitaire et démocratique et des réalités socio-historiques, tout en encourageant en sous-main le salafisme dit scientifique, parce que supposé pacifique, à occuper tous les espaces, en réprimant toute voix alternative progressiste et moderniste, que l'Algérie avancera. Car tôt ou tard, l'Algérie ne peut faire exception, l'encouragement aux forces rétrogrades explosera au visage de ceux qui croient les manipuler.

H. Z.

BRAS DE FER ENTRE LES AVOCATS ET LES JUGES

Le barreau d'Alger reporte son AG

L'assemblée générale des avocats du barreau d'Alger, prévue hier au siège de la centrale syndicale n'a pas eu lieu. Elle a été reportée pour le 11 du mois prochain.

Abder Bettache - Alger

(Le Soir) - La décision a été prise suite au refus des responsables de l'UGTA d'autoriser la tenue de cette rencontre, arguant que les robes noires ne disposent pas d'autorisation dûment signée par les services concernés de la wilaya d'Alger. Très attendue, l'assemblée générale extraordinaire des avocats relevant du barreau d'Alger est renvoyée au 11 mai prochain. Selon les membres du bureau du barreau d'Alger, ce «report est d'ordre purement technique, soit à cause de l'autorisation de la wilaya d'Alger qui n'a pas été récupérée au moment opportun». Cela dit, il n'en demeure que la mobilisation des avocats était hier, à la fois importante et très remar-

quée au siège de la centrale syndicale. Sur place, les avocats ont affiché leur détermination à faire «face à toutes les menaces qui mettront en péril notre métier, encore moins l'atteinte de l'exercice du droit de la défense». Sur un autre chapitre, on apprend «qu'une tentative de conciliation a eu lieu hier, au siège du président de la cour d'Alger». A cette rencontre, ont pris part, le président du Syndicat national des magistrats, quelques membres du Conseil de l'ordre des avocats d'Alger, le magistrat concerné et l'avocat Sellini. «Les choses sont rentrées dans l'ordre», a soutenu une source proche de la cour d'Alger. Cette situation fait suite, faut-il le noter à l'incident d'audience qui, a eu



Photo : Samir Sid

Une mobilisation importante des avocats, malgré la pluie.

lieu jeudi dernier entre le président du tribunal criminel près la cour d'Alger, le juge Hellali, et le bâtonnier de la même juridiction, M^e Abdelmadjid

Sellini. Un incident qui avait suscité colère et contestation des deux parties, soit les magistrats et les avocats.

A. B.

ILS AVAIENT PLANIFIÉ L'ATTAQUE DE TIGUENTOURINE DEPUIS 2010

Peine capitale contre Belmokhtar et son groupe

La peine capitale a été prononcée, avant-hier, tard dans la soirée, par le tribunal criminel contre six personnes sur les douze poursuivies dans une affaire liée au terrorisme. Parmi les personnes condamnées, on cite Mokhtar Belmokhtar, «émir» de la phalange (katibat) El-Moulathamine.

La condamnation à mort par contumace a été prononcée sur la base des chefs d'inculpation d'«adhésion à un groupe terroriste et atteinte à la sécurité de l'Etat». En d'autres termes, Belmokhtar et son groupe ont été condamnés pour avoir appartenu au groupe terroriste qui activait dans le Sud algérien et dans les pays du Sahel et, qui avait planifié des attentats dans le sud du pays dont celui de Tiguentourine, à In Aménas. Ainsi, la peine de mort a été prononcée contre El Hamel Ali, Bousanane Fayçal, Benchnab Youcef, Benchnab Mohamed, Makhoulfi Mohamed Nabil et Mokhtar Belmokhtar. La même juridiction a prononcé des peines allant de 5 ans à 15 ans de réclusion criminelle contre six autres accusés en détention.

Selon l'arrêt de renvoi, les accusés ont été reconnus également coupables de

«détention de produits explosifs et transfert de munitions et d'armes de guerre, dans le but de perpétrer des attentats criminels sur le territoire national».

Dans son réquisitoire, l'avocat général a requis la peine maximale, soit la condamnation à mort à l'encontre des personnes poursuivies dans cette affaire. Selon l'arrêt de renvoi, «les services de sécurité avaient réussi en 2011, à démanteler des cellules de soutien et de logistique relevant de groupes terroristes activant à l'intérieur et à l'extérieur du pays et, à faire échouer les plans criminels de groupes terroristes activant dans le Sud algérien et dans les pays du Sahel». Il s'agit des groupes terroristes activant sous la bannière des phalanges (katibats) Tarik Ibn Ziad, dirigés par Abdelhamid Abou Zeid (de son vrai nom Gadhira Ahmed), et Moulathamine, dirigés par Mokhtar Belmokhtar, connu sous le sobriquet du «Belaouar» (le borgne) affiliés au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Cette dernière, à laquelle sont rattachées les deux organisations terroristes susmentionnées, avait adopté une nouvelle stratégie qui consistait à doter l'autre groupe terroriste se faisant appeler le Mouvement du Sahara pour la justice islamique (MSJI), dirigé par

Boucheneb Mohamed-Lamine, d'armes et d'explosifs, tout en assurant l'entraînement des nouvelles recrues dans le but de commettre des attentats terroristes dans la région du Sahel.

Selon la même source, ce mouvement avait planifié plusieurs opérations terroristes à l'intérieur du pays avec comme principales cibles, des compagnies pétrolières situées dans le Sud algérien. Selon l'un des mis en cause, le MSJI avait pour objectif de pousser l'Etat algérien à des négociations sur certaines revendications dont «la séparation d'avec le Sud algérien dans le but d'instaurer un Etat islamique».

Le démantèlement de ce groupe terroriste, deux années avant l'attaque contre le complexe gazier de Tiguentourine, dénote de la détermination de ces terroristes à frapper les installations pétrolières situées dans le sud du pays et à kidnapper des Occidentaux y exerçant.

Le choix a été fait par trois chefs terroristes activant dans la région du Sahel. Il s'agit de Mokhtar Belmokhtar, Abdelhamid Abou Zeid, de son vrai nom Gadhira Ahmed, et Mohamed Lamine Boucheneb, respectivement «émirs» des Katibats El Moulathamine, Tarik Ibn Ziad et du MSJI.

A. B.

GESTION DES DÉCHETS URBAINS À ALGER

Création de deux Epic

Deux Epic pour la gestion des déchets urbains vont être créés à Alger. C'est ce qu'a indiqué le wali d'Alger lors de la session ordinaire de l'APW (Assemblée populaire de wilaya), hier, à Alger.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Ces deux établissements vont s'occuper des déchets urbains dans la capitale. Le premier, Extra-Net, sera chargé de la collecte des déchets dans 29 communes hors Net-com. Le deuxième s'occupera de l'enfouissement technique des déchets à Corso, Khemisti et Maâlima», a expliqué Mohamed El Kébir Addou.

Rappelant que Netcom s'occupe de la collecte des déchets uniquement dans les

communes urbaines de la capitale. Evoquant le dossier des espaces commerciaux, le wali a rappelé que 158 marchés informels ont été éradiqués à Alger. «Il ne reste que 34 marchés informels et l'opération se poursuit», a-t-il dit.

Pour lui, le marché informel doit être régulé, régularisé et résorbé. «C'est une opération de salubrité publique. Chaque quartier doit récupérer sa vocation de quartier résidentiel ou commercial», a-t-il précisé. Il a indiqué que 17 marchés d'une enveloppe totale de 125 millions de dinars sont en cours de réalisation.

«Ils seront livrés au mois de Ramadan prochain au profit de 2 000 commerçants». D'autres marchés de proximité seront réalisés à Boumaâti, Ali-Mellah et Belouizdad où 1 500 commerçants bénéficieront d'étals. Il citera aussi la réalisa-

tion d'un marché de gros à El Harrach et d'un abattoir à Birtouta. S'agissant de l'activité commerciale nocturne dans le centre de la capitale, Mohamed El Kébir Addou a insisté sur sa relance. D'ailleurs, il affirmera qu'un programme sera mis en place par la Direction du commerce en collaboration avec le secteur des transports afin de réanimer les quartiers d'Alger-Centre durant le soir. «Alger-Centre doit renouer avec l'activité et l'animation nocturnes dès la saison estivale», a souligné le wali. Outre le dossier commerce et la création des deux Epic pour la gestion des déchets ménagers, le dossier des affaires religieuses dont la réhabilitation des mosquées de la wilaya d'Alger est également à l'ordre du jour de la session ordinaire de l'APW d'Alger.

R. N.